

Monsieur le président, j'aimerais revenir brièvement sur le passé pour voir exactement la situation historique des producteurs de blé de l'Ouest du Canada par rapport au traitement qu'ils ont obtenu des divers gouvernements et pour voir jusqu'à quel point ils ont maintenant raison de demander au gouvernement de continuer à les soutenir dans une certaine mesure. L'honorable député de Bow-River a dit qu'on avait enregistré une perte d'environ 600 millions de dollars à l'égard de l'accord sur le blé conclu avec la Grande-Bretagne. Il a dit que d'autres avaient estimé que la perte était plutôt voisine de 300 millions de dollars. Je me suis renseigné, avec l'aide du Bureau fédéral de la statistique, et j'ai constaté que pendant la campagne agricole de 1946-1947, le Canada a vendu à la Grande-Bretagne, en vertu de cet accord, 125 millions de boisseaux, au prix de \$1.58 le boisseau. Les ventes effectuées en dehors de cet accord, ou au cours mondial, mettons, ont été faites à \$2.44 le boisseau, ce qui signifie qu'on a perdu 86c. par boisseau ou \$107,930,000 au total. En 1947-1948, la différence entre le prix de vente en vertu de l'accord sur le blé avec la Grande-Bretagne et le cours mondial s'établissait à \$1.30 le boisseau. Étant donné les 122 millions de boisseaux que nous avons vendus ladite année, le cultivateur des Prairies a subi une perte de \$158,600,000 pour cette campagne agricole. Pendant celle de 1948-1949, la différence entre le prix que prévoyait l'accord et le cours mondial était de 22c. le boisseau. Nous avons vendu à l'époque 128,681,000 boisseaux, ce qui a imposé aux cultivateurs une perte nette de \$28,160,000. Pendant la campagne agricole de 1949-1950, la différence entre le prix prévu par l'accord et le cours mondial était de 13c. le boisseau, ce qui représentait une perte totale de \$14,800,000 pour les 110,802,000 boisseaux que nous avons vendus.

Monsieur le président, il est une chose que je veux établir sans aucune ambiguïté: les cultivateurs de l'Ouest ne se sont pas opposés à aider la Grande-Bretagne à se remettre des années de guerre. Ils ont contribué, à titre de citoyens canadiens, au programme d'aide de l'ordre de 1 milliard de dollars que nous avons annulé et, à titre de contribuables, à toutes les autres formes d'aide que nous avons accordée à l'Angleterre pour l'aider à restaurer son économie après la guerre. En outre, leur participation s'est élevée à 318 millions de dollars en plus de ce qu'ils avaient fait d'une façon générale à titre de citoyens canadiens. J'aimerais signaler les propos tenus par un membre très distingué de la Chambre, M. Quelch. Il a

[M. Olson.]

dit, en 1953, comme en fait foi la page 552 du hansard:

Je signalerais plus particulièrement que l'aide aux pays dans le besoin, incombe à la population canadienne dans son ensemble, et non pas à un seul groupement. S'il nous faut étendre à l'avenir notre aide aux pays moins favorisés, veillons à en répartir équitablement le fardeau parmi toute la population du Canada, sans chercher à en charger uniquement les agriculteurs, ainsi qu'on l'a fait en ce qui a trait à l'accord sur le blé avec la Grande-Bretagne, qui a coûté aux cultivateurs canadiens des centaines de millions de dollars.

M. McIntosh: Puis-je poser une question à l'honorable représentant?

M. Olson: Oui, pourvu qu'elle n'empiète pas sur le temps dont je dispose.

M. McIntosh: Est-ce le discours où il disait être en faveur de vendre à n'importe quel pays derrière le rideau de fer?

M. Olson: Je n'ai pas lu le reste du discours.

En outre, le gouvernement d'alors, et c'était un gouvernement libéral, a arbitrairement forcé les producteurs de céréales de l'Ouest à subventionner le prix du blé sur notre marché intérieur. Par exemple, à l'égard du blé vendu—et on me dit que les ventes étaient considérables, environ 150 millions de boisseaux par année en moyenne—en vertu des subventions que les agriculteurs ont versées au consommateur, l'écart entre le prix intérieur et le prix mondial représentait une perte énorme. En 1946-1947, le prix moyen sur le marché intérieur était inférieur au prix fixé en vertu de l'entente britannique sur le blé, et cette année-là les agriculteurs de l'Ouest ont perdu 159 millions de dollars. Pour la campagne agricole de 1947-1948, le prix mondial était de \$2.88 pour le blé de la catégorie n° 2, alors qu'il était de \$1.58 seulement sur le marché intérieur. Cet état de choses a donc coûté 195 millions de dollars aux agriculteurs cette année-là. En 1948-1949, la même entente leur a coûté 33 millions et en 1949-1950, 19 millions et demi. Il en est résulté pour les agriculteurs une perte totale de 406 millions et demi, qui représente l'écart entre le prix mondial et le prix intérieur à ce moment-là.

Puis l'année suivante, nous avons eu l'accord international sur le blé. Si l'on calcule le nombre total de boisseaux vendus au pays et qu'on le multiplie par la différence entre le prix mondial et le prix arbitraire établi par le gouvernement, les cultivateurs subventionnent les consommateurs pour un montant d'environ 155.5 millions de dollars. Si l'on examine tous ces facteurs, le montant d'argent perdu en vertu de l'accord britannique sur le blé, le montant perdu pour le blé vendu arbitrairement par le gouvernement sur le marché intérieur à ces prix, ainsi que le